

CODE ROUGE RÉVOLUTIONNAIRES

**L'info marxiste
des informaticiens
anticapitalistes**

*Bulletin publié par les militants
et sympathisants NPA
de CGI et Cap Gemini*



Le 1^{er} mai, contre le capitalisme et la guerre, solidarité internationaliste !

Macron a donné le ton à la Sorbonne : L'Europe est « *encerclée par des puissances désinhibées* », elle « *peut mourir* » ! Il pose au défenseur de l'« *Europe puissance* » pour renforcer le militarisme et les dépenses de guerre et de « *l'Europe forteresse* » contre les migrants.

Macron et les capitalistes qu'il sert veulent nous enrôler dans leur politique de « *défense du monde occidental* » contre le reste du monde. Une politique xénophobe et nationaliste, belliciste, au cœur de l'offensive réactionnaire actuelle du gouvernement, de la droite et de l'extrême-droite.

En France, le pouvoir criminalise la solidarité avec le peuple palestinien et les convocations pour « *apologie du terrorisme* » se multiplient, allant jusqu'à la condamnation du secrétaire de l'UD CGT du Nord, Jean-Paul Delescaut, à un an de prison avec sursis et 5 000 € d'amende !

Les flics sont brutalement intervenus lundi pour évacuer les étudiant.e.s solidaires avec le peuple palestinien à la Sorbonne, après être intervenus à Sciences-Po la semaine dernière. « *Il n'y aura jamais de droit au blocage, jamais de tolérance avec l'action d'une minorité agissante et dangereuse* » a déclaré Attal, visiblement inquiet du mouvement d'occupation des campus américains et de son écho international !

Offensive réactionnaire...

Attal, Le Pen, Ciotti rivalisent de démagogie contre la jeunesse, prêts à instrumentaliser les drames provoqués par des affrontements entre jeunes, produit avant tout de la violence sociale et de l'abandon des quartiers populaires.

Incapable de répondre aux urgences sociales, Attal dénonce « *l'addiction à la violence* » d'une partie de la jeunesse et appelle à un « *sursaut d'autorité* » en stigmatisant les parents « *défaillants* » ou en culpabilisant les enseignants. Et la surenchère bat son plein dans les médias de Bolloré and co où ces politiciens réactionnaires déversent leurs préjugés xénophobes et racistes. Attal a même prévu une concertation sur « *la violence des jeunes* » pour créer un consensus réactionnaire de « *l'ordre* » !

Après s'être fait élire en appelant à un « *front républicain* »

face à Le Pen, Macron met en œuvre avec Attal la politique de la droite extrême et de l'extrême droite. Ce front réactionnaire se développe non pas parce que l'extrême-droite est « *dédiabolisée* », mais parce que les capitalistes et les patrons en ont besoin. Tous craignent les explosions sociales et sont prêts à tout pour nous dresser les uns contre les autres, dévoyer la colère ou la réprimer.

Contre ce monde de concurrence et de guerre

La guerre s'inscrit dans la même logique capitaliste, entretenue par la concurrence exacerbée des capitalistes pour maintenir leurs profits, le contrôle des matières premières, imposer leur rapport de force.

Le congrès américain vient de voter une enveloppe de 95,3 milliards de dollars d'aides militaires à l'Ukraine, Israël et Taïwan. Preuve que ces conflits ne sont pas isolés, ni séparés, mais font partie d'une même offensive militaire des Etats-Unis et de l'Otan pour imposer partout dans le monde un rapport de forces en leur faveur. Biden le dit clairement : « *Nous n'assistons pas en spectateurs aux évolutions du monde, nous les façonnons. [...] Voilà ce que cela signifie d'être une superpuissance mondiale* » !

Combattre la guerre, la répression, l'offensive réactionnaire relève d'une même lutte pour en finir avec le capitalisme et les privilèges exorbitants d'une infirme minorité. Le vieux monde est à bout de souffle, il n'y a pas d'issue pour les peuples, les travailleur.se.s, la jeunesse sans une révolution socialiste, sans prendre en main démocratiquement la société et son organisation, une autre façon de produire.

1er mai 2024

Contre l'extrême-droite et l'offensive réactionnaire, quelles réponses internationalistes ?

Nous vous invitons à venir en débattre...

Réunion-débat NPA 33 samedi 4 mai à 17h30

Salle Saumenude, 16 rue Saumenude - BORDEAUX

TRAVAILLEUSE, TRAVAILLEUR, CODE ROUGE EST TA FEUILLE

Publiée régulièrement, *Code Rouge - Révolutionnaires* veut être la voix de toutes les travailleuses et travailleurs de la boîte, que l'on soit chez le donneur d'ordre ou dans la sous-traitance, en CDI, CDD ou intérim. Il n'est pas question que nous, sans qui rien ne tourne mais pour qui toutes les conditions de travail empirent, on reste silencieux alors que les patrons s'expriment partout et tous les jours.

Alors pour dénoncer les abus, l'exploitation, faire entendre nos exigences, et tout ce qu'on ne trouve pas normal dans la boîte et dans la société, contactez Code Rouge à l'adresse mail suivante : coderouge@npa33.org

Si ce bulletin te plaît... fais le circuler !

CGI : les revendications des grévistes du Meta4 sont celles de tous !

Depuis le 26 février dernier, les travailleurs du projet META4 de CGI sont en grève et revendiquent 450€ d'augmentation par mois pour toutes et tous, pas un salaire en dessous de 2000€ net, et des embauches contre le sous-effectif chronique. Pour l'instant, la direction de CGI fait la sourde oreille et leur explique que ce n'est pas elle qui est responsable de la hausse des prix. Pourtant, le grand patronat sait toujours trouver des moyens de profiter de l'inflation et CGI ne fait pas exception. Avec ses profits à la hausse et ses coffres-forts qui sont pleins, c'est une raison de plus de se battre pour des augmentations !

Récemment, la direction a voulu leur mettre la pression en laissant entendre qu'ils abuseraient du droit de grève - des intimidations sans succès puisque la grève continue. Ce que craint la direction, c'est que leur mouvement devienne le nôtre, car leurs revendications, c'est ce qu'il nous faut pour toutes et tous.

Pour les soutenir en donnant à la caisse de grève, le lien est ici : <https://www.leetchi.com/fr/c/caisse-de-greve--cgi--projet-meta4-1642733>

L'hécatombe des morts au travail

Le 28 avril est la « Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail ». L'occasion de se rappeler que chaque jour au moins deux salariés meurent sur leur lieu de travail, trois si on ne tient compte que des jours ouvrés. En 2022, dernière année pour laquelle on dispose de statistiques nationales, l'Assurance-maladie a recensé 744 176 accidents reconnus et 738 morts. Un bond de 14 % entre 2021 et 2022. Et ce chiffre est largement sous-estimé puisque seuls sont recensés les salariés du privé cotisant au régime général. Les fonctionnaires, les agriculteurs et les indépendants n'entrent pas dans ce décompte, pas plus que les morts sur les trajets domicile-travail ni ceux liés à des maladies professionnelles. Selon la CGT, le nombre de morts pourrait être encore plus élevé en 2023 et dépasser la barre des 900. À noter qu'il n'existe pas, au sein du ministère du Travail ou ailleurs, de structure qui recense de façon exhaustive le nombre des victimes de l'exploitation. Pour l'État capitaliste, ces morts n'en valent pas la peine...

La gauche joue à la bataille navale

Le groupe LFI-Nupes s'indigne que le porte-avions français Charles de Gaulle passe sous contrôle militaire américain lors d'un exercice de l'Otan. Notre pouvoir de dissuasion serait en danger ! Comme si l'armée française des Macron, Hollande ou Sarkozy était une garantie de paix et que, dirigée par l'Otan, elle deviendrait un danger qui sème la mort. Les travailleurs ne doivent pas se faire avoir par ce discours : le souverainisme ou le chauvinisme n'a jamais emmené les peuples qu'à la guerre contre d'autres peuples.

Encore un bénéfice record pour TotalEnergies

Le groupe d'hydrocarbures TotalEnergies a enregistré un bénéfice net de 5,7 milliards de dollars (5,3 milliards d'euros) au premier trimestre 2024, améliorant encore ses résultats de 3 % sur un an. Selon la direction ce résultat a été obtenu grâce à des prix du pétrole et des marges de raffinage « soutenus ». Mais aussi, et surtout, grâce aux automobilistes qui n'ont pas d'autre choix que de subir le racket de TotalEnergies chaque fois qu'ils font le plein à la pompe.

Stellantis-PSA : Tavares, 100 000 euros par jour, un millionnaire au service des milliardaires

Le salaire du PDG de Stellantis Carlos Tavares a été augmenté de 56 % pour atteindre 36,5 millions par an. Il touche donc 100 000 euros par jour, samedis et dimanches compris. À l'usine, beaucoup de salariés ont cru que c'était par mois tellement la somme paraît hors-sol. Mais il y a plus : les grands actionnaires de Stellantis ont touché 18,6 milliards en 2023, soit +11 % par rapport à 2022, de quoi combler bien des déficits publics. Les familles milliardaires Peugeot et Agnelli, qui n'ont jamais fabriqué une seule voiture de leur vie, se gavent. Le groupe Stellantis fait d'année en année des records de profits, issus de notre exploitation, de l'augmentation des cadences, de l'aggravation des conditions de travail, de nos fiches de paye gelées et des suppressions massives de postes.

Nous avons besoin d'au moins 400 euros net d'augmentation par mois et pas de salaires sous 2000 euros net. Nous ne l'obtiendrons que par la lutte collective.

Solidarité avec Gaza ! Non à la répression !

Lundi 29 avril, la Sorbonne a été violemment évacuée par les flics alors que débutait une occupation des étudiants pour soutenir le peuple palestinien, qui subit un génocide depuis des mois. Et cela à la demande expresse de Gabriel Attal, 1er ministre, qui ne n'est pas contenté de l'évacuation musclée de Science Po Paris, où la mobilisation avait débutée la semaine dernière en écho à celle agitant les universités américaines. Pour les étudiants qui affirment leur solidarité avec le peuple palestinien, la répression s'accumule. Menaces de sanctions contre les étudiants mobilisés, évacuations violentes... Valérie Pécresse a annoncé suspendre les financements de la Région à l'école de Sciences Po tant que *"la sérénité et la sécurité ne seront pas rétablis dans l'école"*. Ce mardi 30 avril, le campus Sorbonne-Clignancourt est fermé administrativement, le campus de Tolbiac pratiquement lock-outé par la présidence, tandis que dans toutes les universités parisiennes, des renforcements des contrôles empêchent les étudiants de se déplacer librement et accentuent la pression contre toute mobilisation. Par tous les moyens, ce gouvernement cherche à faire taire ceux qui dénoncent le génocide à Gaza, dans la volonté *"d'autorité"* que veut mettre en place Gabriel Attal. Il dit : *"il n'y aura jamais de droit au blocage"...*